

Délibération n°2026_02_05_1

Objet : Approbation du budget primitif 2026 de la Commune

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 5 FÉVRIER 2026

L'an deux mille vingt six, le cinq février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 30 janvier 2026, s'est réuni à 19h01, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jean-Marc MALEK - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Jean-Marc LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Les projets des budgets primitifs 2026, Ville et Port de Pérols, ont été transmis aux Conseillers municipaux douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget, en application du référentiel M57 et de l'article L.5217-10-4 du Code général des collectivités territoriales, soit le 23 janvier 2026.

A toutes fins utiles, le projet de budget est joint de nouveau à la convocation envoyée le 30 janvier 2026.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-1-1 et L.5217-10-4 ;

Considérant que l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au Conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercées en leur sein et au sein de tout syndicat ou de toute société a bien été communiqué aux conseillers municipaux à l'occasion du Conseil municipal du 4 décembre 2025, avant l'examen du budget de la commune, conformément aux dispositions de l'article L.2123-24-1-1 du CGCT ;

Considérant que le débat d'orientations budgétaires s'est tenu lors de la séance du 04 décembre 2025, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le budget primitif de la Commune pour l'année 2026.

La Commune de Pérols se situant dans la tranche des communes de 3 500 à 10 000 habitants, le budget est voté par chapitre et présenté par fonction.

Il est élaboré selon l'instruction budgétaire et comptable M57, référentiel applicable au budget communal depuis le 1er janvier 2022 ;

Ce référentiel étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, qui offrent une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires notamment en termes de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

Il est voté sans reprise des résultats.

Il s'équilibre en fonctionnement à la somme de **15 826 000,00 €**.

Il s'équilibre en investissement à la somme de **4 848 000,00 €**.

Section	Réel/Ordre	Chapitre	Libellé Chapitre	ID : 034-213401987-20260205-2026_02_05_1-DE
Fonctionnement	Ordre entre sections	023	Virement à la section d'investissement	937 045,00
		042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 400 000,00 150 000,00
	Réel	011	Charges à caractère général	4 183 000,00
		012	Charges de personnel et frais assimilés	6 100 000,00
		013	Atténuations de charges	130 000,00
		014	Atténuations de produits	1 126 112,00
		65	Autres charges de gestion courante	1 789 843,00
		66	Charges financières	230 000,00
		67	Charges spécifiques	40 000,00
		68	Dotations aux provisions et dépréciations	20 000,00
		70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	690 000,00
		73	Impôts et taxes	109 000,00
		731	Fiscalité locale	14 038 000,00
		74	Dotations et participations	474 000,00
		75	Autres produits de gestion courante	235 000,00
Total Fonctionnement			15 826 000,00 15 826 000,00	
Investissement	Ordre à l'intérieur de la section	041	Opérations patrimoniales	200 000,00 200 000,00
		021	Virement de la section de fonctionnement	937 045,00
	Ordre entre sections	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	150 000,00 1 400 000,00
		024	Produits des cessions d'immobilisations	10 000,00
	Réel	10	Dotations, fonds divers et réserves	254 955,00
		13	Subventions d'investissement	46 000,00
		16	Emprunts et dettes assimilées	783 403,00 2 000 000,00
		20	Immobilisations incorporelles	197 200,00
		204	Subventions d'équipement versées	1 151 842,00
		21	Immobilisations corporelles	2 364 600,00
		26	Participations et créances rattachées à des participations	955,00
Total Investissement			4 848 000,00 4 848 000,00	
Total général			20 674 000,00 20 674 000,00	

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter le budget primitif 2026 de la commune ;
- Autoriser Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 22

Contre : 6

Philippe CATTIN-VIDAL, Peggy DE KERPOISSON, Patrick PASQUIER, Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 6 février 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.